

Note de synthèse - Action « Détection des entreprises potentiellement à transmettre dans les EAE » - 2025/2026

Cette action a été réalisée par le Réseau CCI en 2026, dans le cadre de la convention annuelle de partenariat « Poursuite de la démarche collaborative d'observation du foncier économique régional en Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) ».

La présente note propose une synthèse de la démarche méthodologique, décrite plus en détail dans un guide dédié, et présente les principaux résultats obtenus à l'échelle de la région PACA sur le périmètre des Espaces d'Activités Économiques.

Contexte et objectif

Engagée dans le cadre de la convention partenariale d'observation du foncier économique régional, cette action vise à identifier les entreprises implantées dans les Espaces d'Activités Économiques (EAE) susceptibles de faire l'objet d'une transmission ou d'une reprise dans les prochaines années, et à quantifier les emplois associés.

Le vieillissement des dirigeants constitue un signal d'anticipation bien documenté : un chef d'entreprise atteignant 55 ans se situe à un horizon de retraite de 5 à 10 ans. En l'absence de préparation, une transmission non accompagnée peut se traduire par une cession à des tiers extérieurs au territoire, un changement d'activité, une délocalisation ou une fermeture — autant de scénarios susceptibles d'affecter l'emploi, le foncier et la vitalité des EAE.

L'objectif de l'action est double : produire une liste qualifiée d'entreprises à enjeu de transmission sur le périmètre PACA, et construire des indicateurs localisables à l'échelle des EAE permettant d'éclairer les stratégies de planification foncière et d'accompagnement économique.

Source de données

L'analyse repose sur un export de la base de données Diane, produite par Bureau van Dijk, filiale de Moody's Analytics. Diane compile les comptes sociaux des entreprises déposés aux greffes des tribunaux de commerce français et couvre les sociétés non cotées actives, ou inactives depuis moins de trois ans, sous réserve de dépôt de leurs comptes. Les données ont été extraites au cours du mois de mai 2026 sur le périmètre de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Le fichier source comprend 644 362 lignes brutes, chaque ligne correspondant à un lien entre une entreprise et l'un de ses dirigeants. Les champs mobilisés sont le numéro SIREN, la raison sociale, le nom complet du dirigeant, l'intitulé de sa fonction, sa nature (personne physique ou morale) et sa date de naissance.

De la donnée brute à l'indicateur d'âge

Plusieurs traitements successifs sont appliqués au fichier brut avant d'obtenir un indicateur exploitable.

Les personnes morales sont exclues : seules les personnes physiques peuvent faire l'objet d'un âge calculé. Les fonctions retenues comme relevant de la direction sont les suivantes : Gérant, Associé-Gérant, Co-Gérant, Gérant Non Associé, Président, PDG, Directeur Général, Directeur Général Délégué et Président du Conseil d'administration. Les autres fonctions

(administrateur, directeur fonctionnel, liquidateur, conjoint-collaborateur) sont écartées. Un dédoublement par couple SIREN / Nom complet garantit qu'un dirigeant cumulant plusieurs fonctions n'est comptabilisé qu'une seule fois.

L'âge est calculé à la date d'extraction (mai 2026) depuis la date de naissance. Trois formats coexistent dans le fichier : la date complète (JJ/MM/AAAA), donnant un âge exact ; le mois et l'année (MM/AAAA), pour lesquels la naissance est estimée au 1er du mois ; l'année seule (AAAA), pour laquelle la naissance est estimée au 1er janvier — approche prudente entraînant une légère surestimation de l'âge, inférieure à 11 mois. Les dirigeants sans date de naissance renseignée sont exclus de la classification.

L'indicateur **t55** est construit à deux niveaux : **t55 = 1** au niveau du dirigeant si son âge est supérieur ou égal à 55 ans ; **t55_entreprise = 1** dès qu'au moins un dirigeant de l'entreprise satisfait cette condition — logique inclusive, un seul dirigeant senior suffisant à justifier l'enjeu de transmission.

Une segmentation en quatre catégories

Les 247 568 SIREN analysés sont répartis en quatre segments selon la combinaison de l'âge des dirigeants et, le cas échéant, de la structure familiale de la direction.

Les entreprises dont tous les dirigeants ont 80 ans ou plus (critère $\text{age_min} \geq 80$) sont isolées dans un segment dédié. Ce seuil vise à signaler les situations où les données du Kbis sont potentiellement non à jour — dirigeant décédé, démissionnaire ou inactif non radié — et dont le traitement appelle une vérification préalable plutôt qu'un accompagnement direct.

Pour les entreprises dont le dirigeant le plus âgé se situe entre 55 et 79 ans, une distinction est introduite entre transmission familiale probable et transmission externe. Est classée en transmission familiale probable toute entreprise comptant au moins deux dirigeants portant le même patronyme, dès lors qu'au moins l'un d'eux a moins de 55 ans — signal d'une relève potentiellement identifiée au sein de la famille. Si tous les porteurs du patronyme ont 55 ans ou plus, l'entreprise est rattachée à la catégorie transmission externe.

Une colonne « Profil transmission » complète chaque enregistrement pour qualifier la configuration interne : dirigeant unique de 55 ans ou plus, ensemble de dirigeants tous âgés de 55 ans ou plus (transmission collective), ou coexistence d'un dirigeant senior et d'un co-dirigeant plus jeune — cas réputé moins urgent.

Onglet	Volume	% du total	Description
80 ans et + (à vérifier)	17 901	7.2 %	Tous les dirigeants ≥ 80 ans. Données Kbis potentiellement non à jour.
Transmission familiale (55-79 ans)	11 793	4.8 %	Patronyme commun ET au moins un porteur < 55 ans (relève familiale présente).
Transmission externe (55-79 ans)	177 441	71.7 %	Au moins un dirigeant 55-79 ans, sans relève familiale identifiée.
Non concernées (t55=0)	40 433	16.3 %	Aucun dirigeant ≥ 55 ans parmi ceux dont la date est renseignée.
Dirigeants sans date	1 433 dirigeants	—	Dirigeants PP sans date de naissance. À vérifier manuellement.

Intégration dans les indicateurs localisés des EAE

Les résultats de l'analyse sont intégrés aux fiches de caractérisation des Espaces d'Activités Économiques sous la forme de trois variables :

- **a55_etab** : nombre d'établissements implantés en EAE avec au moins un dirigeant âgé de 55 ans ou plus ;
- **a55_eff** : nombre d'emplois associés à ces établissements ;
- **a55_pc_eff** : part de ces emplois sur le total des emplois recensés dans l'EAE.

Pour cet indicateur, les catégories « Transmission familiale » et « Transmission externe » ont été retenues, les cas « 80 ans et + » étant exclus en raison de leur caractère incertain. Sur le périmètre des EAE, cela représente 12 811 établissements et environ 106 160 emplois potentiellement concernés par un enjeu de transmission à horizon 5-10 ans.

Ces indicateurs permettent trois usages complémentaires. La cartographie du risque identifie les EAE à forte concentration d'établissements en situation de transmission potentielle. L'anticipation foncière permet d'estimer les surfaces susceptibles d'être libérées ou remobilisées. Le ciblage, enfin, permet de déclencher des actions d'accompagnement reprise-cession sur les EAE à fort enjeu, en lien avec les réseaux d'accompagnement à la transmission.

Limites et perspectives

Plusieurs limites inhérentes à la source et à la méthode méritent d'être soulignées. La fraîcheur des données Kbis constitue la principale : Diane reflète les déclarations au registre du commerce, qui peuvent être en retard sur la réalité — en particulier pour les dirigeants très âgés. Les micro-entrepreneurs sans obligation de dépôt de comptes sont absents ou partiellement couverts.

La détection des liens familiaux par identité de patronyme est un indicateur de probabilité, non une certitude : des homonymes non apparentés peuvent générer de faux positifs, tandis que des familles dont les membres portent des noms différents après mariage passeront

inaperçues. De même, les dirigeants dont la date de naissance n'est pas renseignée (1 433 individus) sont exclus de la classification, ce qui peut conduire à sous-estimer le nombre d'entreprises à enjeu.

Ces limites n'invalident pas la démarche mais invitent à traiter les résultats comme des ordres de grandeur et des signaux d'alerte plutôt que comme des recensements exhaustifs. Les livrables de l'action — la présente note, un guide méthodologique détaillé et le fichier de données — permettent d'alimenter directement les fiches EAE et de prolonger l'analyse sur l'ensemble de la région PACA.